



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1994/902  
30 juillet 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 28 JUILLET 1994, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE  
GÉNÉRAL PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE  
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre qui vous est adressée par M. Osman Ertuğ, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer comme document du Conseil de sécurité le texte de la présente lettre et de son annexe, qui contient une lettre datée du 21 juillet 1994, adressée au Secrétaire général par M. Rauf R. Denktaş, Président de la République turque de Chypre-Nord.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Inal BATU

ANNEXE

Lettre datée du 25 juillet 1994, adressée au Secrétaire  
général par M. Osman Ertuğ

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 21 juillet 1994, qui vous est adressée par le Président Rauf R. Denktaş, à propos de l'arrêt de la Cour de justice européenne interdisant effectivement les exportations chypriotes turques à destination des États membres de l'Union européenne.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de la pièce jointe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République  
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUĞ

## PIÈCE JOINTE

Lettre datée du 21 juillet 1994, adressée au Secrétaire général  
par M. Rauf R. Denktas

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur l'arrêt prononcé le 5 juillet par la Cour de justice européenne, à l'instigation des Chypriotes grecs, qui interdit aux États membres de l'Union européenne d'importer des marchandises de Chypre-Nord. Cette décision traduit la malveillance et la mauvaise foi des Chypriotes grecs à l'égard des entretiens parrainés par l'ONU concernant la mise en oeuvre de mesures de confiance. Elle est contraire à l'esprit et à la lettre mêmes de l'instauration de ces mesures et compromet ainsi les chances de parvenir à un accord qui, pour la première fois en 31 ans, semblait à portée de main.

Au paragraphe 47 du rapport sur votre mission de bons offices concernant Chypre, en date du 1er juillet 1993 (S/26026), vous avez défini en ces termes la philosophie sur laquelle se fondent les mesures de confiance :

"L'ensemble de propositions relatives à l'aéroport international de Varosha/Nicosie profiterait énormément et également aux deux communautés. Pour la communauté chypriote turque, il signifierait l'élimination de tous les obstacles qui obéraient si lourdement son économie..."

L'arrêt en question est, de toute évidence, incompatible avec cette philosophie, dans la mesure où il constitue un obstacle à la mise en oeuvre des mesures de confiance et, partant, à la réalisation des avantages économiques qui en découleraient. Cette mesure de restriction, la dernière en date prise à l'encontre des Chypriotes turcs, prouve également que la partie chypriote turque avait bien raison d'exiger des garanties réelles au sujet de l'application des mesures de confiance.

Je tiens à réitérer que, sous réserve de l'annulation de l'effet dudit arrêt, la partie chypriote turque est prête à conclure et à signer un accord dûment établi sur les mesures de confiance, qui, nous l'espérons, contribuera à instaurer un climat de confiance mutuelle dans l'île et facilitera ainsi un règlement politique global entre les deux parties politiquement égales que sont les cofondateurs de la République, à présent défunte, créée en 1960 sur la base du partenariat bicommunal.

L'arrêt prononcé par la Cour de justice européenne, à l'instigation des Chypriotes grecs, constitue une preuve patente qui démontre à quel point il est paradoxal que la partie chypriote grecque participe à un processus visant à conclure un accord sur un ensemble de mesures de confiance, tout en appuyant simultanément un embargo inhumain contre la partie chypriote turque.

Je tiens à exprimer notre profonde déception devant le fait que la Cour de justice européenne s'est à l'évidence laissé influencer par le torrent de

/...

fausses allégations avancées par les autorités chypriotes grecques. J'ai bon espoir que vous userez de votre influence, en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour remédier à cette situation inacceptable qui bloque la voie à un processus de négociation libre.

Le Président

(Signé) Rauf R. DENKTAŞ

-----